

Une pipe ? Stimuler la participation

Participer emprunté (XIIIe siècle) au latin participare qui a trois acceptions : « faire participer », « partager, répartir » et « avoir sa part ». C'est un dérivé de particeps « qui a une part de, qui partage ». En moyen français, participer est employé spécialement en philosophie au sens d' « avoir des traits communs avec, une similitude de nature avec » ; c'est là l'origine de l'emploi moderne et didactique de participer au sens très voisin de « avoir une parenté, des caractères communs avec » (XVIe siècle). Le nom correspondant participation est emprunté (1175) au latin participatio, onis « partage » employé spécialement chez Saint-Augustin pour désigner le mode selon lequel les êtres créés « participent » de la divinité. A la fin du XVIIe siècle, il entre spécialement dans le langage du commerce (1679, entrer en participation dans une compagnie) et dans celui de la religion (1694, lettres de participation). Ultérieurement, à partir du milieu du XIXe siècle, il a développé des acceptions spécialisées en économie (1846 participation des salariés à la gestion de l'entreprise), en psychologie, dans les sciences de l'éducation. IL est spécialement employé par le sociologue Lévy-Bruhl à propos d'un mode de pensée des peuples archaïques pour qui des êtres très différents sont unis par une communauté de nature mystique (1910).

Nous recevons beaucoup de demandes, de témoignages ou de questions qui sont liées à la participation. Il peut s'agir d'un conseil de développement dont une partie des membres ne viennent pas, d'un conseil d'habitants pour un quartier en politique de la Ville qui finit par disparaître, d'un bureau des élèves qui ne remplit pas les missions qui lui ont été confiées.

Il y a souvent un sentiment de déception : « nous avons mis en place un organe pour qu'ils participent et ils ne participent même pas » qui nourrit des déductions amères : « ils ne s'intéressent même pas à leur environnement » par exemple.

Ce que nous pouvons proposer, c'est :

1/ analyser nos intentions via notre vocabulaire :

Nous entendons souvent des expressions telles que :

- « je veux les rendre acteurs », « je veux faire avec eux plutôt que pour ».
- « il faut les faire s'approprier le projet », « j'ai une piste mais je veux que ça vienne d'eux », « comment les habitants peuvent s'intégrer à notre projet »
- « on a organisé une journée pour eux, ils ne sont pas venus », « notre enjeu c'est de faire passer les gens de l'observation à l'action même s'il y en a qui sont loin de la prise de conscience »

Quelles intentions transparaissent derrière ces expressions communes ?

Elles peuvent faire écho à des préjugés sur les personnes à qui on pense (qui par exemple ne sont pas des acteurs), des formes de manipulation (le projet existe déjà de toute façon) et une injonction externe au changement. Même si ce n'est pas les intentions de la personne qui utilise ces expressions.

Quel est notre regard sur les personnes que nous identifions comme « premières concernées » ? Est ce que nous considérons qu'il s'agit de personnes actrices, sources de connaissance et d'expertise, capables de prendre des décisions raisonnables ?

Et ce qui me surprend le plus, c'est que parfois ces phrases sont prononcées devant les habitants ou les personnes concernées, désignés par « ils, elles » ou eux

2/ réfléchir à ce que nous proposons comme participation :

La participation a plusieurs degrés, entre information et pouvoir de décision. Sherry Arnstein a créé l'échelle de la participation en 1969, ensuite complétée par Roger Hart :

<i>Contrôle citoyen</i> : une communauté locale gère de manière autonome un équipement ou un quartier.	Pouvoir effectif des citoyens
<i>Délégation de pouvoir</i> : le pouvoir central délègue à la communauté locale le pouvoir de décider un programme et de le réaliser.	
<i>Partenariat</i> : la prise de décision se fait au travers d'une négociation entre les pouvoirs publics et les citoyens	
<i>Conciliation</i> : quelques habitants sont admis dans les organes de décision et peuvent avoir une influence sur la réalisation des projets.	Coopération symbolique
<i>Consultation</i> : des enquêtes ou des réunions publiques permettent aux habitants d'exprimer leur opinion sur les changements prévus.	
<i>Information</i> : les citoyens reçoivent une vraie information sur les projets en cours, mais ne peuvent donner leur avis.	Non-participation
<i>Thérapie</i> : traitement annexe des problèmes rencontrés par les habitants, sans aborder les vrais enjeux	
<i>Manipulation</i> : information biaisée utilisée pour « éduquer » les citoyens en leur donnant l'illusion qu'ils sont impliqués dans le processus.	

Cet échelle met en avant les enjeux autour de facteurs clefs comme le niveau d'information, le pouvoir d'initiative, le pouvoir de contribution, le pouvoir de décision, le pouvoir d'évaluation. Il peut être intéressant de questionner, pour chacun des facteurs, le contenu de notre proposition.

Un autre outil d'analyse peut être ce questionnaire, cité dans le livre les Pédagogies de l'accompagnement du réseau des CREFAD :

- quel est cet objet auquel on invite à prendre part ?
- Sommes-nous prêts à céder une part de cet objet ?
- Cet objet est-il partageable ?
- Pourquoi cherche-t-on à ce que d'autres personnes viennent prendre une part de notre objet ?
- Jusqu'où menons-nous cette participation ?

Et j'ajouterai (encore!) une question : pourquoi cherche-t-on à ce que des personnes en particulier/pré-identifiées en fonction de la catégorie sociale à laquelle nous les associons, viennent prendre une part de notre objet ?

Pour prendre des exemples que j'ai vécus : qu'est ce que ça implique de rendre obligatoire la création d'un conseil participatif pour les habitants des quartiers en politique de la ville ? Ou d'un conseil de gestion collective du puits dans un village du Zimbabwe dans le cadre d'un projet de développement ? Ou de demander aux habitants de certains quartiers de prendre en charge son nettoyage ?

3/ construire un projet cohérent

Penser nos intentions et notre proposition permet d'avancer dans la construction d'un projet cohérent. D'autres éléments sont à prendre en compte :

- le temps : créer des relations de confiance dans laquelle les participants vont être en mesure de participer prend du temps parce qu'elle nécessite d'apprendre à se connaître et de créer un fonctionnement entre nous ; prendre le temps veut aussi dire aller au contact de personnes qui ne sont pas encore identifiées sur ce sujet ou sur ce territoire. Parce qu'il y a les « habitants professionnels », ceux qu'on recontacte automatiquement pour le conseil citoyen et le projet artistique du centre social, parce qu'on sait qu'ils seront partants.
- La démarche : parce qu'il y a ce besoin de temps, penser la participation comme une action unique ou déterminée « one shot », par exemple en début de projet, est incomplet. La participation est une démarche qui invite à changer la façon de concevoir et de réaliser une action. Et même poten-

tiellement de remettre en question l'action.

- Le retour d'informations : j'ai croisé plusieurs projets dits participatifs qui sont, il m'a semblé, extractifs, c'est à dire qui sont basées sur une collecte de besoins ou de demandes, transmise ensuite à une organisation, ce qui marque la fin de l'action, laissant les participants le soin de surveiller si la collecte a une suite visible et de juger par eux-mêmes s'ils ont été entendus. Ce qui suscite impatience et colère chez les participants et confirme le préjugé de ceux qui n'ont pas voulu participer.
- les autres sollicitations : notre proposition peut s'ajouter à d'autres propositions que nous ne connaissons pas toujours. Parce que les participants sont déjà acteurs.
- Une souplesse de cadre : ouvrir un espace de parole, quand celui-ci n'existe pas, crée un appel d'air : une envie de dire, d'exprimer sa propre situation, de tirer la discussion sur un sujet d'intérêt quelque soit les objectifs du projet. Trier la parole, filtrer les avis selon les thèmes, mettre en avant le fait que certaines personnes ne connaissent pas les codes de la réunion publique au nom du cadre joue sur les motivations. Cela a l'air évident mais j'ai assisté à des rencontres où les postures, les comportements, les petites phrases spontanées des animateurs ont été interprétés ainsi par les participants.
- l'intervention externe : l'animation d'un intervenant externe peut faciliter la mise en place d'un collectif de participants parce qu'elle rassure, parce qu'elle facilite son organisation, parce qu'elle n'est pas déjà identifiée dans un rôle, une place ou un statut par les participants... la fin de l'animation est à énoncer et à préparer dès le lancement du collectif.